La troisième génération de la grande bourgeoisie turque

David Behar

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/5741>

DOI : 10.4000/cdlm.5741

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2011

Pagination : 231-250

ISBN : 2-914561-54-9

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

David Behar, « La troisième génération de la grande bourgeoisie turque », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 82 | 2011, mis en ligne le 15 décembre 2011, consulté le 07 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/5741> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.5741>

La troisième génération de la grande bourgeoisie turque

David BEHAR

L'analyse proposée ici est tirée d'une recherche menée à Istanbul entre 2002 et 2006, construite autour du parcours de jeunes héritiers (25-30 ans), dont on suit les récits familiaux puis les récits de vie¹. Les différentes institutions sur lesquelles se fonde le modèle de transmission de ces familles sont disséquées et les réseaux de sociabilité amicale analysés. Les parcours de plusieurs centaines d'héritiers sont articulés les uns aux autres. De même, sont intégrés à la réflexion, d'une part, les essais et études sociologiques d'auteurs turcs consacrés au climat socioculturel et à l'évolution récente du style de vie des élites, ceci afin de cerner la bourgeoisie turque, d'autre part l'historiographie ottomaniste et turcologique de la question.

Des éléments de continuité apparaissent : les familles de la grande bourgeoisie qui ont réussi à maintenir leurs positions sont celles qui ont joué un rôle – au sein de l'État ou en tant qu'entrepreneurs – dans les réformes républicaines, ou qui ont, du moins, accepté de renoncer à certains privilèges et de miser, notamment, sur leur capital scolaire². Mais, parce que les élites ottomanes réformatrices formaient déjà, au tournant du siècle, une noblesse d'État diplômée, certaines familles ont participé à la construction du nouveau régime politique et surclassé les cohortes bourgeoises au sein du système d'enseignement³ ; elles ont su diversifier leur capital scolaire à l'échelle internationale. Pour en rendre compte, nous proposons de cerner un collectif de familles caractéristiques d'une grande bourgeoisie, autour de référents d'ancienneté commune et d'une même volonté de mobiliser les ressources offertes par le champ international.

Le prestige social de ces familles repose sur un circuit de légitimité lié à deux systèmes de référents d'ancienneté. Le premier correspond à un lignage de trois générations incarné par le patronyme choisi en 1934⁴. Il repose sur la défense des

1. David Behar, *Le voyage initiatique. Activation et devenir des habitudes d'héritiers migrants issus de la grande bourgeoisie turque*, thèse de doctorat, École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris, 2007.
2. David Behar, « La notion de bourgeoisie dans l'historiographie de la Turquie contemporaine », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n° 123, 2008, p. 205-226.
3. Olivier Bouquet, « Maintien et reconversion des noblesses ottomanes aux débuts de la République turque », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 99, juillet-septembre 2008, p. 129-142.
4. Une spécificité notable de la bourgeoisie ottomane réside dans la quasi-absence de patronymes parmi les Musulmans jusqu'en 1934. La promulgation, le 21 juin de cette année-là, de la « loi sur les patronymes » (*Soyadı Kanunu*), obligeant chaque famille à choisir un patronyme, et surtout

principes kémalistes et la célébration du rôle qu'ont pris les aînés dans l'avènement du régime républicain. Le second englobe l'ensemble des titres, au-delà de la frontière théorique de l'ère républicaine. Le prestige social de l'ascendance ottomane dans l'espace public est plus difficile à mesurer. Mais il donne à ces familles un ascendant moral sur une partie de la première génération d'entrepreneurs de la République, accusés d'avoir fait fortune grâce aux lois discriminatoires qui ont frappé les minorités religieuses.

Si les grands-pères de la troisième génération d'héritiers sont eux-mêmes, pour la majorité, des héritiers, ils deviennent, dans la nouvelle République, les nouveaux patriarches. C'est à eux d'incarner le nouveau patronyme de la famille. Dès lors, l'important n'est plus l'ancienneté réelle de la famille, mais l'ancienneté qui peut être revendiquée dans ce contexte particulier. L'appartenance à la troisième génération repose sur un triple discours : la représentation de la continuité, la justification d'un rôle joué dans le changement, et l'opinion (la vision) sur la gestion du patrimoine familial et sur le rôle que la famille doit jouer au sein de la grande bourgeoisie. L'idée de troisième génération participe de la définition de la grande bourgeoisie dans la Turquie républicaine : être de la troisième génération signifie être de la seconde génération d'héritiers. Or, bien qu'une partie de la grande bourgeoisie turque soit issue des élites ottomanes, ces familles se présentent comme la première génération de la bourgeoisie républicaine. L'ancienneté est référencée et contextualisée, une partie de l'héritage étant délibérément mise en veille.

Primauté républicaine

Le *projet kémaliste* est une idéologie d'État. Sa pérennité a été assurée par l'armée, dont le rôle de gardien des valeurs kémalistes repose sur un monopole de la violence légitime au sens wébérien. Néanmoins, comme l'explique Nilüfer Göle, le kémalisme est également un ferment de légitimité morale pour les élites de la République :

Les nouvelles élites de la République, en se définissant avec orgueil comme une « *intelligentsia* progressiste atatürkiste » (« *ilerici Atatürkçü aydın* »), mettent en avant les liens qui les unissent aux réformes d'Atatürk. Ces élites éclairées ne sont pas formées seulement d'universitaires, d'écrivains et de journalistes, mais aussi d'intellectuels et de cadres du secteur public se sentant responsables du développement des masses. En somme, les élites républicaines ont épousé les intérêts de l'État-nation et se sont dédiées à la défense des valeurs laïques et au progrès. En retour, elles ont été dotées, plus que d'une force financière, en capital symbolique⁵.

La défense des principes kémalistes s'est progressivement matérialisée en des codes culturels et des critères de prestige, devenant une source de capital symbolique. N. Göle opère une distinction entre « idéologie kémaliste » ou « kémalisme »

de la « Loi d'abrogation des titres et surnoms tels que efendi, bey et pacha » (*Efendi, Bey, Paşa gibi Lâkab ve Ünvanların Kaldırılmasına dair Kanun*) le 26 novembre, anéantissent définitivement le prestige social attaché au titre.

5. Nilüfer Göle, *Melez Desenler*, Istanbul, Metis Yayınları, 1999, p. 102.

(*kemalizm*), et « style de vie kémaliste » ou « atatürkisme » (*atatürkçülük*). À partir des années 1980, poursuit-elle, l'*atatürkisme* a connu un tournant, de par la volonté des jeunes de se démarquer du kémalisme de gauche des années 1960 et 1970. La montée de l'*atatürkisme* a eu lieu en réaction au mouvement islamiste et au mouvement nationaliste kurde, certes, mais a surtout traduit le sentiment que le projet initial d'Atatürk avait été trahi. Tandis que le kémalisme est assimilé à une idéologie politique façonnée par les successeurs de Mustafa Kemal, et par les différents mouvements politiques qui s'en sont réclamés, l'*atatürkisme* traduit l'aspiration au retour à l'essence du projet kémaliste des premières années de la République, dont le fondement est la laïcité. Les jeunes étudiants qui ont choisi, après la victoire de l'Islam politique aux élections municipales de 1994⁶, d'arborer un « badge Atatürk » (*Atatürk Rozeti*), se sont arrogés « le monopole de la laïcité et de la défense des valeurs laïques », écrit Buket Türkmen⁷.

La défense de la laïcité et du projet kémaliste originel a fait l'objet d'un partage des rôles entre patriarches et héritiers. L'élaboration de deux discours légitimes et complémentaires s'est appuyée sur l'émergence de ladite « société civile » (*Sivil Toplum*), qui a offert une tribune à l'ancienne, ainsi qu'à la nouvelle génération d'héritiers, en deux étapes. Dans un premier temps, les patriarches des familles de la grande bourgeoisie d'affaires ont pris conscience, à partir des années 1970, de la nécessité de « gagner le respect de la société » (*toplum içinde saygınlık kazanmak*), et ont fait vœu de « responsabilité sociale » (*toplumsal sorumluluk*)⁸. D'une part, les grandes holdings se sont lancées dans le mécénat et la fondation d'écoles, d'universités, de centres de recherche, d'hôpitaux, de musées, etc. D'autre part, les hommes d'affaires se sont regroupés à l'intérieur de « clubs de réflexion », dont l'objectif était de donner une ligne de conduite politique et morale au pays. La plus importante de ces associations visant à promouvoir les liens entre réflexion scientifique et politique est la TESEV (Fondation Turquie pour les Études Sociales et Économiques / *Türkiye Ekonomik ve Sosyal Etüdler Vakfı*), issu du Comité de Conférences sur les Études Sociales (*Ekonomik ve Sosyal Etüdler Konferans Heyeti*) fondé en 1961 par Nejat Eczacıbaşı. Puis, à partir des années 1980, c'est au tour des « héritiers du monde des affaires » (*İş dünyasındaki veliahtlar*) de former leurs propres associations, pour sortir de l'ombre de leurs illustres pères⁹. Mais c'est avant tout à l'intérieur même de la TÜSİAD qu'ils réussissent à promouvoir leur style générationnel. Cette organisation fonctionne en effet selon un système hiérarchique fondé sur l'ancienneté des familles au sein de la grande bourgeoisie d'affaires, sans que l'âge des représentants de ces familles entre en ligne de compte.

6. Puis à nouveau, à la fin des années 1990, à la suite des assassinats de plusieurs figures intellectuelles incarnant ces valeurs.

7. Buket Türkmen, « Liseli Gençler, Türban ve Atatürk Rozeti », dans Nilüfer Göle (dir.), *İslam'ın Yeni Kamusal Yüzleri*, Istanbul, Metis Yayınları, 2000, p. 110-147.

8. Rifat Bali, *Tarz-ı Hayat'tan Life Style'a. Yeni Seçkinler, Yeni Mekanlar, Yeni Yaşamlar*, Istanbul, İletişim Yayınları, 2002, p. 62.

9. Le TÜGİAD (Association des Jeunes Hommes d'Affaires de Turquie / *Türkiye Genç İşadamları Derneği*) et le GYİAD (Association des Jeunes Dirigeants et Hommes d'Affaires / *Genç Yönetici İşadamları Derneği*) naissent en 1986, sur le modèle du TÜSİAD (Association des Industriels et Hommes d'Affaires Turcs / *Türk Sanayicileri ve İşadamları Derneği*).

Ömer Dinçkök, Cem Boyner et Bülent Eczacıbaşı, représentants de la seconde génération de la grande bourgeoisie d'affaires républicaine, ont successivement pris la tête de l'association dans les années 1980, et ce malgré leur jeune âge¹⁰.

Il existe enfin une association, regroupant les héritiers de la *troisième génération*, qui a su gérer, sans l'intervention des patriarches, le partage des rôles permettant d'accéder à la primauté. Le *Ari Hareketi* (« Mouvement de l'Abeille ») a été créé en 1994 à l'initiative de jeunes héritiers formés aux États-Unis. Au départ lié au parti libéral ANAP de l'ex-président Özal (dont le logo est une abeille), le mouvement s'est par la suite autonomisé en s'inspirant du mode de fonctionnement de la TESEV. La mission affichée par le mouvement est la consolidation du concept de société civile par une « nouvelle lecture politique », et la mise en œuvre d'un partage des responsabilités entre sphère politique et société civile¹¹. Il compte aujourd'hui environ 500 membres présentant, pour la grande majorité, un profil très similaire à celui des fondateurs. Pour la plupart éduqués et formés dans le monde anglo-saxon (la langue de travail est souvent l'anglais), les membres actifs sont recrutés par l'intermédiaire des réseaux familiaux. *Ari* et *Genç Ari* (« Abeille Jeunes »), ce dernier créé en 1997 pour les membres de moins de trente ans, sont organisés en « comités », chargés de mettre sur pied des projets à teneur éducative, sociale et culturelle, et de servir d'interface entre les diverses associations de la société civile turque, le milieu de la recherche et les associations internationales. Le financement des projets et le parrainage des conférences par des personnalités du monde universitaire, du monde des affaires ou du monde politique – en particulier Kemal Derviş, ancien haut fonctionnaire de la Banque mondiale et ministre des Finances en 2001-2002, jouissant d'une grande popularité parmi les élites – sont assurés, là encore, grâce aux réseaux personnels et familiaux des membres. Parmi les principaux projets du Mouvement *Ari*, on peut citer le *Gençnet* (Réseau jeunes), qui organise chaque année un Parlement des jeunes composé de lycéens sélectionnés sur Internet, en collaboration avec l'International Republican Institute (lié au Parti Républicain américain), ou encore le projet « 100 jours de campagne dans l'Union Européenne » (*100 Günlük AB Kamppanyası*), une série de conférences sur la Turquie dans les capitales européennes durant l'été 2004.

La société civile turque aurait donc été le lieu d'un partage des rôles entre générations, au sein de la bourgeoisie. Pour autant, on ne peut conclure à l'appropriation par les héritiers de ce critère de légitimité en tant que discours de représentation. Je terminerai par un passage de *Vitrin'de Yaşamak* (« Vivre dans la vitrine »), le premier des deux ouvrages de Nurdan Gürbilek dédiés aux images et symboles socioculturels des années 1980 et 1990. Dans ce passage, l'auteur relativise les avantages collectifs de la primauté assurée par la légitimité morale du kémalisme, et définit les années 1980 comme l'époque de la légitimation de l'individu :

Jusque-là, la « hauteur » représentée par le kémalisme imposait d'être représentatif, d'agir au nom de la société et d'incarner une identité moderne. Et cela n'a certai-

10. Ayşe Buğra, *State and Business in Modern Turkey, A Comparative Study*, Albany, State University of New-York Press, 1994, p. 225-262.

11. www.ari.org.tr (consulté le 20-3-2010).

nement pas été vécu uniquement comme une pression des élites sur les masses, mais aussi comme une pression que les élites exerçaient sur elles-mêmes. S'élever à la « sagesse », aspirer à représenter les autres, être le centre, sont des positions qui ne nécessitent pas seulement le pouvoir, mais aussi une charge et des sacrifices. Cela nécessite de se tenir à distance, en retrait, de tout ce qui peut constituer une menace pour les exigences de l'identité moderne. De ce point de vue, les années 1980 ont donné la liberté de renoncer à la haute culture et à la hauteur en général, et d'agir en son nom, de ne représenter que soi-même¹².

D'un autre côté, ce qui fait justement la force de la légitimation, c'est la liberté qu'elle accorde aux célébres de prétendre ne représenter qu'eux-mêmes. De même, la légitimité de souche correspond à cette forme de prestige, dont l'efficacité symbolique repose sur sa dénégation par les individus qui en sont porteurs.

Légitimité de souche

La référence aux racines (*kök*) et à la souche (*soy*) familiales est tributaire des frontières symboliques de l'ancienneté légitime. L'ascendance ottomane ne peut entrer dans les circuits de légitimation qu'à la condition d'une réhabilitation de son prestige historique.

Durant dix ans (de sa naissance jusqu'à août 2004), le mouvement *Arı* a été présidé par Kemal Köprülü, qui a largement contribué à la renommée de cette fondation. Rifat Bali montre comment l'histoire de la famille Köprülü a été mise en avant par des journalistes vedettes tels que Ertuğrul Özkök (aujourd'hui rédacteur en chef du quotidien *Hürriyet*) pour légitimer le mouvement. Özkök évoque, outre la prestigieuse carrière de la mère de Kemal Köprülü, Tuna Köprülü (envoyée spéciale du quotidien *Hürriyet* à Washington, où Kemal a passé l'essentiel de son enfance et fait ses études, puis consul honoraire à Monaco), les origines d'Ertuğrul Köprülü, « le père de Kemal Köprülü, issu de la famille Köprülü, dont les racines remontent jusqu'à l'Empire ottoman »¹³.

Le passé de la famille Köprülü a également été scruté en détail par Soner Yalçın, journaliste d'investigation vedette de la télévision turque, dans un ouvrage à succès intitulé *Efendi, Beyaz Türklerin Büyük Sırrı* (« Seigneur. Le grand secret des Turcs blancs »)¹⁴. L'auteur remonte jusqu'au xvii^e siècle, époque de la nomination de Mehmet Paşa dit « Köprülü » au poste de grand vizir. La descendance de Mehmet Paşa a ainsi eu le privilège, comme une partie des élites ottomanes, d'associer un nom de famille au titre usuel de pacha. La famille Köprülü a fait partie des rares familles de la grande bourgeoisie turque à avoir pu conserver le capital symbolique associé au nom, le surnom de cet ancêtre étant devenu le patronyme de la famille sous la République. Le best-seller de Yalçın, dont le sensationnalisme galvaude

12. Nurdan Gürbilek, *Vitrin'de Yaşamak. 1980'lerin Kültürel İklimi*, Istanbul, Metis Yayınları, 1992, p. 106. Le second ouvrage est *Kötü Çocuk Türk*, paru en 2001 (Istanbul, Metis Yayınları).

13. Ertuğrul Özkök, « Yakışıklı Genç Adamın Güzergâhı », *Hürriyet*, 31 juillet 1999, cité dans Rifat Bali, *Tarz-ı Hayat'tan...*, op. cit., p. 104-105.

14. Soner Yalçın, *Efendi, Beyaz Türklerin Büyük Sırrı*, Istanbul, Doğan Kitap, 2004, p. 400-420.

malheureusement l'impressionnant travail d'archives réalisé sur les lignées familiales de la grande bourgeoisie turque¹⁵, nous intéresse pour le lien symbolique qu'il établit entre l'étiquette «Turc blanc» (*Beyaz Türk*) et le passé ottoman.

La notion de «Turc blanc» apparaît dans les médias turcs au début des années 1990, pour désigner un groupe équivalent aux WASP (*White Anglo-Saxon Protestants*) américains, explique Rifat Bali¹⁶. Initialement, les «Turcs blancs» sont définis comme les citadins de la première heure, ceux qui se sont les premiers ouverts aux valeurs occidentales et à la modernité. Puis, poursuit R. Bali, la notion s'est politisée, les «Turcs blancs» étant associés aux atatürkistes (titulaires de la primauté). Les «autres» médias¹⁷, représentant «l'Autre Turquie» (*Öteki Türkiye*), c'est-à-dire la Turquie d'en bas, ont alors opposé les «Turcs blancs» aux «Turcs noirs» (*Zenci Türkler*), bannière sous laquelle devaient se rassembler toutes les populations opprimées. Enfin, après la résorption de ce conflit (Bali parle notamment d'une «découverte de l'Autre Turquie» par les Turcs blancs), la notion a continué d'être utilisée, mais pour désigner non plus les défenseurs des valeurs kémalistes ou occidentales, mais plutôt une tribu exclusive, dont l'ancienneté des lignées est à nouveau primée.

C'est l'idée qu'exprime le journaliste Nuray Mert, dans un épisode de son «carnet de route du Turc blanc» consacré à «l'étalage du passé sur la place publique» (*Geçmişi Piyasaya Sürmek*) :

Voyons un peu dans quel milieu cette espèce rare que nous appelons Turc blanc s'est élevée, et de quelle manière elle se reproduit de génération en génération. D'abord, de quel type de milieu familial est-elle issue ? Quelles sont ses racines ? [...] Il est appréciable, bien évidemment, d'être issu, autant que faire se peut, d'une famille «blanche». Cela signifie une famille occidentalisée et citadine depuis plusieurs générations. Descendre de l'aristocratie ottomane donnerait plus de couleur au tableau, mais vous reconnaîtrez qu'il ne s'agit pas d'une couleur facile à trouver. [...] [Précisons que] chez Nous, appartenir à la classe dirigeante ottomane, en particulier celle des hautes sphères, est tout simplement un titre aristocratique. Durant les belles dernières années [de l'Empire], la définition de la classe dirigeante a changé, et les marchands fortunés sont entrés dans des milieux qui leur étaient autrefois interdits, puis la monarchie constitutionnelle a créé sa propre classe dirigeante, c'était les profiteurs de guerre et compagnie, et tout s'est mélangé. Quoi qu'il en soit, de nos jours, pouvoir trouver un lien quelque part (à la gauche du grand vizir dans l'idéal) avec la couche supérieure de la dernière période ottomane est excessivement aristocratique¹⁸.

15. L'autre objectif de l'auteur vise en effet à identifier un complot «sabétayiste» (*sabetaycılık*), secte formée par les fidèles de Sabetay Sevi, un juif ottoman du xvii^e siècle qui s'autoproclama messie puis fut forcé à la conversion à l'islam, imité en cela par ses fidèles. De nombreux ouvrages ont ainsi paru durant les vingt dernières années, qui visent à démontrer que les descendants de cette communauté de juifs convertis tiennent les rênes du pouvoir en Turquie.

16. Rifat Bali, *Tarz-ı Hayat'tan...*, op. cit., p. 324-326.

17. Bali cite des journalistes d'*Akit* et de *Yeni Şafak*, deux quotidiens soutenant l'Islam politique turc. Ces journaux ont lancé l'idée d'un «citoyen de seconde classe» (*ikinci sınıf vatandaş*) dont le vote même serait sans valeur, après la dissolution du gouvernement formé par le Parti de la Prospérité (*Refah Partisi*) par le Conseil de Sécurité Nationale (MGK) en 1997.

18. Nuray Mert, «Geçmişi Piyasaya Sürmek», Série «Beyaz Türk'ün seyir defteri», *İstanbul*

Mert souligne, de manière provocatrice, l'existence d'une « aristocratie » ottomane, dont la descendance bénéficierait d'une légitimité supérieure à celle des héritiers de la première génération d'entrepreneurs de la République, qualifiés de « profiteurs de guerre » (*harp zengini*). Cet argument rejoint l'idée, développée par Ayşe Buğra, d'une « tache de naissance » (*doğum lekesi*) propre à la grande bourgeoisie turque, dont une partie des familles ont fait fortune grâce aux lois discriminatoires ayant frappé les minorités arménienne, grecque et juive¹⁹.

Cependant, l'ascendance ottomane n'a pas intégré pour autant le répertoire de la légitimité associé aux discours de représentation et de justification des héritiers. D'une part, comme l'explique Bourdieu dans *La noblesse d'État*, la légitimation est un pouvoir symbolique qui trouve son principe dans la « dénégation », si bien que son autorité statutaire est presque nulle dans le cas d'une « autoconsécration » ou d'une « autocélébration »²⁰. Déterminer si l'ascendance aristocratique ottomane possède encore aujourd'hui une importance sociale réelle dans la société turque supposerait d'entreprendre une étude quantitative sur les généalogies des familles turques, semblable à celle menée sur la noblesse hollandaise par Jaap Dronkers²¹. En effet, comme cet auteur l'explique, « mesurer la visibilité publique d'un phénomène social n'est pas un indicateur valide de son importance sociale, celle-ci ne pouvant pas non plus être mesurée à travers le discours des nobles sur la culture noble et leur passé »²².

D'autre part, ces « réseaux d'interlégitimation » fonctionnent à la défaveur de l'ascendance ottomane. Selon Nurdan Gürbilek²³, l'aristocratie ottomane du dernier siècle de l'Empire symbolise la faillite d'un modèle d'occidentalisation. Dès lors, ce n'est qu'en participant à une reformulation institutionnalisée de l'« authenticité », que les héritiers de l'Empire ont pu conserver leur prestige social, comme l'illustrent les écrits de Mehmed Fuat Köprülü, chantre de « l'esprit turc original » (*l'orijinal Türk ruhu*, que Gürbilek définit comme « l'imagination d'un esprit nationaliste né spontanément d'un être national autonome ») durant les premières années de la République. Gürbilek, en parcourant l'histoire de la critique littéraire turque, met en évidence une identité turque duale, divisée entre un désir de modernité indexé sur l'étranger et une aspiration au retour à l'Être original, entre le désir d'être un autre et la peur de se perdre dans l'Autre. La

Life, n° 92, janv. 2004, p. 44-45.

19. Ayşe Buğra, « Cumhuriyet Döneminde Burjuvazinin Gelişmesi » [Le développement d'une bourgeoisie turque durant la période républicaine], dans *Cumhuriyet Dönemi Türkiye Ansiklopedisi Yüzyıl Biterken*, Istanbul, İletişim Yayınları, vol. 13, 1995, p. 745-748.

20. Pierre Bourdieu, *La Noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Minuit, 1989, p. 548-559.

21. Olivier Bouquet en propose les premiers éléments dans le présent volume.

22. À partir de ses résultats statistiques, Dronkers conclut que « la persistance de l'homogamie au sein de la noblesse et l'importance continue des origines sur la probabilité d'obtenir une position d'élite ou de vivre dans un environnement élitiste démontre l'importance sociale de la noblesse néerlandaise, cela même – peut-être spécialement – dans l'une des sociétés les plus bourgeoises de la planète » (« Has the Dutch Nobility Retained its Social Relevance during the 20th Century ? », *European Sociological Review*, vol. 19, n° 1, 2003, p. 81-96).

23. Nurdan Gürbilek, « Dandies and Originals : Authenticity, Belatedness, and the Turkish Novel », *The South Atlantic*, vol. 102, n° 2/3, 2003, p. 599-628.

quête de l'authenticité (l'Être original) nécessiterait ainsi un bouc émissaire sur lequel projeter cette peur. Ce bouc-émissaire, c'est le « dandy *Tanzimat* »²⁴, dont le snobisme et la futilité ont fait l'objet de nombreuses caricatures dans les romans turcs (le « snob » et le « dandy » sont assimilés par Gürbilek au « *züppe* », individu affecté à l'excès).

Aussi, le modèle national républicain – malgré ses aspirations occidentalistes – incarne-t-il la voie de l'authenticité, seule porteuse de la légitimité. Mais, qu'il y ait eu ou non une réhabilitation du prestige social des lignées ottomanes, l'importance de la souche réside dans « l'arbitraire apparent de l'inter-reconnaissance »²⁵, sur lequel se fonde l'exclusivisme des héritiers de la grande bourgeoisie turque.

L'éthique kémaliste

L'éthique kémaliste, en tant que caution morale de la bourgeoisie turque, correspond à une première définition des critères de la réussite sociale. En devenant le gardien des valeurs promues par Atatürk, le patronat laïc a engagé la redéfinition de ces critères, en associant à la célébration de la compétence technique celle de l'esprit d'entreprise. Durant les années 1980, ces critères ont été remis en cause, avant d'être adoubés. Les formations internationales, en tant que valeur ajoutée, ont apporté la légitimité nécessaire à la définition d'une nouvelle éthique des affaires.

En 1937, Tekin Alp présente en ces termes la vision kémaliste des rapports entre État, libéralisme et initiative privée :

Les individus d'élite et bien doués ne seraient certainement pas poussés par l'ailaillon de l'intérêt privé, mais par le dynamisme de la révolution, l'enthousiasme collectif qui est mille fois plus fort et plus efficace que l'intérêt privé. [...] L'État ne doit intervenir que dans les entreprises inaccessibles à l'initiative privée. Le relèvement de la culture en Occident est dû principalement à la liberté individuelle et à l'épanouissement des facultés de l'individu. Le régime étatiste ne doit pas porter entrave à cet épanouissement. [...] Pour bien comprendre l'aspect général de la cité kémaliste future, il faut se rappeler que le régime kémaliste, qui est l'ennemi acharné du paupérisme et du grand capitalisme, est le grand ami de la bourgeoisie moyenne. C'est la bourgeoisie moyenne qui doit constituer dans la société kémaliste future l'ossature et la charpente de l'État et de la Nation. Seront compris dans cette bourgeoisie moyenne les médecins, les avocats, et tous ceux qui appartiennent aux carrières libérales, les artisans et tous les propriétaires de petites industries, les commerçants et tous les fonctionnaires, serviteurs de la Nation²⁶.

Le discours officiel du régime kémaliste promeut ainsi « l'initiative privée » plutôt que « l'intérêt privé », et la « bourgeoisie moyenne » plutôt que la grande industrie. Néanmoins, le passage au multipartisme et l'arrivée au pouvoir du Parti Démocrate dans les années 1950 – dont la politique visait, à l'inverse, à promou-

24. *Tanzimat* désigne la période de modernisation des institutions entre 1839 et 1878.

25. Pierre Bourdieu, *La Noblesse...*, op. cit., p. 453.

26. Tekin Alp, *Le Kémalisme*, Paris, Alcan, 1937, p. 196, 210 et 218.

voir l'intérêt privé²⁷ – ont conduit les élites kémalistes, de retour au pouvoir après le coup d'État militaire de 1960, à soutenir la grande industrie privée.

Forte du soutien de l'État, cette grande bourgeoisie d'affaires a pu imposer de nouveaux critères de réussite sociale, symbolisés par la figure de l'homme d'affaires. Pourtant, dès le début des années 1980, l'éthique de ces hommes d'affaires fait à nouveau débat. Dans un article publié en 1983, soit l'année de l'arrivée au pouvoir du Parti de la Mère Patrie de Turgut Özal, Cengiz Aktar et Ahmet İnsel, deux jeunes universitaires formés en France et devenus depuis lors d'influents observateurs de la vie économique et politique turque, font une critique du clientélisme et du protectionnisme d'État, jugés responsables des comportements irrationnels – au sens de Weber – des acteurs économiques :

[Suite aux premières mesures de libéralisation décrétées en 1980], la ruée vers les placements à haut risque et à hauts revenus avait vite pris des proportions sociales considérables, faisant jaillir dans toute sa plénitude l'image d'une « économie de loterie », tout à fait à l'opposé de l'ascétisme cher à Weber ou des « anticipations rationnelles » qui font fureur parmi les économistes de nos jours. L'entrepreneur turc n'a pas une approche moins instrumentale et toute d'extériorité face à l'activité économique du simple consommateur citoyen. Loin d'être l'agent d'une accumulation du capital conformément au processus décrit par Marx, il utilise ses investissements industriels et commerciaux pour acquérir un statut social notamment par le biais d'une consommation ostentatoire massive. [...] L'absence de « garanties de prévisibilité » qui provient de l'omniprésence de l'État ne permet pas de créer une dynamique économique qui tende à se constituer comme l'espace déterminant de la socialité. Pour autant qu'elle a le statut d'une socialité secondaire normative qui prend son sens de et par la pérennisation de l'État, la modernité turque ne peut être une modernité que toute relative, voire non moderne²⁸.

Pour Aktar et İnsel, les premières réformes de libéralisation économique, menées au début des années 1980, ne peuvent dépasser les limites historiques assignées à l'économie par l'État républicain. Dès lors, le comportement des acteurs économiques, en particulier celui des entrepreneurs, ne peut servir le bien commun. La « consommation ostentatoire massive » de l'entrepreneur turc, en tout point opposée à l'ascétisme protestant – dont Weber jugeait qu'il « s'opposa avec une grande efficacité à la jouissance spontanée des richesses et freina la consommation, notamment celle des objets de luxe »²⁹ –, serait le reflet de son incapacité à devenir moderne. Et, dans un ouvrage publié en 1985, Aktar ajoute que l'idéal de l'élite kémaliste, parce qu'il ne repose pas sur une « éthique économique » mais sur une « éthique tout court », n'a jamais laissé se développer l'« imaginaire bourgeois », pendant nécessaire du progrès technique³⁰.

27. En mai 1950, le *leader* du Parti Démocrate, Adnan Menderes, organisa sa campagne autour du slogan « Nous ferons un millionnaire par quartier » (« *Her mahallede bir milyoner yaratacağız* »).

28. Cengiz Aktar et Ahmet İnsel, « La traditionalité ottomane et la modernité turque », *L'Homme et la Société*, n° 69-70, 1983, p. 123-144.

29. Max Weber, *Économie et Société*, Paris, Plon, 1971 (1^{re} édition allemande 1922), p. 209.

30. Cengiz Aktar, *L'occidentalisation de la Turquie. Essai critique*, Paris, L'Harmattan, 1985, p. 109 et 142.

Cette analyse des déficiences de l'économie turque préfigure bien de ce que sera la politique du Parti de la Mère Patrie à partir de 1983. Dans un ouvrage publié en français en 1988, Turgut Özal, alors Premier ministre, présente les nouveaux technocrates et entrepreneurs comme des étendards de l'intégration de la Turquie à l'économie mondialisée et de son émancipation du rôle d'« identité négative » de l'Europe occidentale, qui lui avait été imposé³¹. Pour la première fois, dans le discours officiel de l'État, le statut d'entrepreneur est mis en avant, mais ce sont surtout les nouveaux technocrates, dont beaucoup n'ont pas emprunté la filière traditionnelle des concours administratifs nationaux, qui occupent le devant de la scène. Durant les années Özal, une nouvelle classe de hauts fonctionnaires fait son apparition, surnommée « les Princes d'Özal » (*Özal'ın Prensleri*). Ces jeunes diplômés, fraîchement rentrés des États-Unis, occupent l'essentiel des positions-clés de l'État durant cette période.

Lors de leur arrivée aux affaires au milieu des années 1980, les princes ont eu la sympathie du public. Cela s'explique notamment par l'état d'esprit créé par l'impression d'un miracle, né de la politique de Turgut Özal. Ils arrivaient sur le devant de la scène alors que les valeurs montantes de la Turquie prennent forme, l'apprentissage des langues étrangères se généralise et le désir de s'ouvrir les portes de l'étranger tourne à l'hystérie. Enfin, les rêves d'ascension sociale par l'accomplissement d'une brillante carrière sont désormais au centre des projets de vie. Parce qu'ils avaient vécu l'expérience de l'Amérique et avaient atteint le sommet encore jeunes, ils étaient de brillants exemples de ce que chacun rêvait pour lui-même ou pour ses enfants³².

Kozanoğlu ajoute que ces jeunes princes, formés à la Banque mondiale et au FMI, recevaient également le soutien des médias occidentaux. Il évoque ainsi des articles du *Financial Times* ou d'*Euromoney* les présentant comme les nouveaux « Jeunes Turcs », et les comparant aux « Chicago boys » chiliens entourant le général Pinochet, ou à d'autres jeunes hauts responsables d'États sud-américains formés aux États-Unis.

Les critères de compétence et de réussite définis par Turgut Özal – qui a lui-même effectué une partie de sa formation et de sa carrière à l'étranger³³ – sont étroitement liés à la médiatisation et au prestige croissant des formations internationales durant les années 1980. Mais, au-delà des figures emblématiques des années Özal que sont le *Prince* et le *yuppie*, les héritiers retournants ont participé à l'autonomisation du monde des affaires. Issus de la grande bourgeoisie industrielle, ils ont succédé à leurs aînés à la tête de la TÜSİAD durant les années 1980, et ont progressivement affirmé leur indépendance vis-à-vis de l'État. En préface d'un rapport publié en 2002 et consacré à l'« esprit d'entreprise » (*girişimcilik*), la

31. Turgut Özal, *La Turquie en Europe*, Paris, Plon, 1988, p. 222-224.

32. Hayri Kozanoğlu, « 80'lerden Altın Çocukları : Prenslar », *Cumhuriyet Dönemi Türkiye Ansiklopedisi Yüzyıl Biterken*, Istanbul, İletişim Yayınları, vol. 11, 1995, p. 184-185.

33. Titulaire d'un diplôme d'ingénieur en électricité de l'Université technique d'Istanbul en 1950, il débute sa carrière à la Compagnie nationale d'électricité et est envoyé aux États-Unis durant un an pour se spécialiser en économie. Puis, entre 1971 et 1973, il travaille à la Banque mondiale en tant que conseiller aux projets industriels et miniers.

TÜSİAD, tout en réaffirmant son attachement aux principes kémalistes, exige désormais que l'État «se limite à son domaine de compétences» et se réfère, par ailleurs, à une «éthique universelle du monde du travail»³⁴.

Les héros du retour : l'avance des retournants

La mobilisation des ressources scolaires internationales dans la formation des héritiers est une stratégie ancienne dans la grande bourgeoisie turque. Très peu d'entre eux participent à la «fuite des cerveaux», dans la mesure où rares sont ceux qui projettent de s'installer définitivement à l'étranger. La voie internationale est héritée (éducation internationale des parents, voire des grands-parents, expérience familiale de l'international, double nationalité) ou du moins préparée (en famille, au travers d'intermédiaires privés, au travers des écoles d'été à l'étranger). La dimension internationale des rites de passage en milieu bourgeois est désormais l'élément central d'un modèle de transmission déterminant l'accès aux formations d'excellence et aux positions les plus sélectives, tant dans le champ international que dans le milieu d'origine.

La gestion familiale de l'acquisition et de l'entretien des compétences linguistiques est un élément central de la préparation à l'international, d'autant qu'elle est désormais relayée par l'avènement d'un modèle scolaire fondé sur l'enseignement en langue étrangère. La libéralisation du marché scolaire, sous l'impulsion d'un État qui a progressivement perdu la maîtrise de la formation des élites, a entraîné une scission entre public et privé de la compétition scolaire. La privatisation de cette compétition, qui intervient dès le primaire, a favorisé la multiplication des ressources informelles mobilisables en vue d'assurer la réussite scolaire. Dans l'enseignement secondaire, l'indexation des formations d'excellence du secteur privé sur la préparation aux universités étrangères a institué la voie internationale en tant qu'épreuve légitime du parcours de qualification des héritiers. Enfin, l'émergence récente d'un marché scolaire parallèle de la préparation à l'international, accessible uniquement aux familles les plus privilégiées, a accru l'avantage des héritiers dans la course à la préparation optimale aux cursus internationaux.

Face à la généralisation des migrations étudiantes au sein de l'élite scolaire, en particulier vers les États-Unis, les héritiers de la grande bourgeoisie sont envoyés de plus en plus tôt et reviennent de plus en plus tard. La compétition pour les formations internationales de complément a ainsi cédé la place à une course aux formations internationales totales. La concentration des destinations et l'allongement de la durée migratoire sont deux dynamiques spécifiques à la cohorte étudiée. La volonté d'une partie significative des jeunes héritiers migrants de retrouver leurs amis d'enfance également partis étudier à l'étranger entraîne la densification des flux migratoires dans certaines zones (côte Est américaine) et certaines villes (Boston, New York, Londres). Une fois diplômés, l'objectif des héritiers migrants n'est pas de faire carrière, mais d'accéder à un premier poste à

34. TÜSİAD, «Türkiye'de Girişimcilik», Rapport rédigé par Dilek Çetindamar, déc. 2002, <http://www.tusiad.org/turkish/rapor/girisimcilik/girisimcilik.pdf> (consulté le 11/10/2009).

l'étranger dont le statut est reconnu en Turquie. Ces objectifs conviennent bien aux cabinets de conseil et d'expertise financière, qui proposent des salaires élevés à de jeunes diplômés, sans intention de les garder plus de quelques années³⁵.

La « double identité » des jeunes diplômés retournants ayant vécu plus de dix ans aux États-Unis est montrée en exemple, voire considérée comme un espoir de changement pour la société turque. C'est ainsi que la journaliste Gülse Şener-Sefa Kaplan intitulait en 1992 un long reportage sur ces retournants « Les *Young Turks* sont de retour ! »³⁶, comparant le vent de réforme inspiré par les jeunes élites ottomanes de retour des universités européennes à ces jeunes diplômés formés aux États-Unis. La journaliste distingue nettement ces *Young Turks* des Jeunes Turcs du début du xx^e siècle, mais aussi des retournants des cohortes précédentes – en particulier celle de leurs parents. L'« accélération du changement » en Turquie, suite aux réformes du gouvernement Özal, aurait modifié les conditions du départ en produisant des migrants « sans complexe ». Et la polarisation des destinations migratoires vers les États-Unis aurait produit des retournants pragmatiques (« des objectifs concrets ») et rationnels (« pas de nationalisme sentimental »). En cela, ils incarnaient, dès le début des années 1990, une nouvelle éthique de travail.

La médiatisation des retournants s'est accrue tout au long des années 1990, suivant en cela l'évolution des flux migratoires. J'ai accumulé un grand nombre de portraits de retournants, parus entre 2001 et 2006 dans des magazines thématiques (économie, culture, mode, design, divertissement, etc.) à faible ou moyen tirage (entre 1 000 et 20 000 exemplaires), distribués essentiellement à Istanbul. Les deux portraits présentés dans les pages suivantes permettent de donner un aperçu du type de trajectoire apprécié par ces médias. Les trajectoires de ces deux héritiers retournants renvoient ainsi à celles de personnages publics également passés par des universités étrangères, l'un directement (İpek est la fille d'un ancien ministre des Affaires étrangères) et l'autre indirectement (Can a travaillé dans la même organisation internationale qu'un ancien ministre des Finances)³⁷.

Le portrait de Can est paru dans le mensuel *Trendsetter* de mai 2004. L'objectif du magazine *Trendsetter*, dont le premier numéro est paru en 2002, est, comme son nom l'indique, d'annoncer les tendances à venir. À l'intérieur de chaque numéro, on trouve des portraits de jeunes artistes, designers, stylistes, architectes, etc., dont la majorité ont fait leurs études à l'étranger. La trajectoire de Can, un jeune analyste financier à peine rentré des États-Unis, est *a priori* éloignée des centres d'intérêts de ce magazine. Pourtant, comme cela est précisé en introduction à l'entretien (« il n'y a pas beaucoup de gens comme lui autour de nous »), son parcours sort du lot. En effet, ce dernier a choisi de débiter sa carrière à la Banque mondiale, plutôt que de travailler dans le secteur privé. Il est ainsi comparé à Kemal Derviş (« Aviez-vous l'intention de devenir le nouveau Kemal Derviş de la Turquie ? »), l'ancien ministre de l'Économie rappelé de son poste à la Banque

35. David Behar, « Les voies internationales de la reproduction sociale. Trajectoires migratoires en grande bourgeoisie turque », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 22, n° 3, 2006, p. 39-78.

36. Gülse Şener-Sefa Kaplan, « Youngtürkler geliyor ! », *Aktüel*, n° 63, 17-23 sept., 1992, p. 40-46.

37. Voir les entretiens en document annexe.

mondiale au lendemain de la crise économique du 21 février 2001, dont la grande popularité, largement relayée par les médias, était directement liée à sa formation et sa carrière internationales³⁸.

Le portrait d'İpek a été publié en 2002, dans le mensuel gratuit *Hillsider*. Ce magazine a été créé, au départ, pour les résidents de la cité privée Alkent Etiler, qui fut l'un des premiers complexes résidentiels fermés d'Istanbul, au début des années 1990, et pour les membres du club de *fitness* Alkent Hillside, situé à l'intérieur de la cité. Désormais, le magazine est distribué dans de nombreux cafés et bars des quartiers chics, et sert de tribune à de jeunes journalistes, qui ont le plus souvent eux-mêmes étudié à l'étranger. İpek appartient à la cohorte d'héritiers migrants partis au milieu des années 1980 et rentrés au milieu des années 1990. Elle est la fille d'İsmail Cem, ministre des Affaires étrangères de 1997 à 2002³⁹. Au moment de l'entretien, elle est rentrée depuis sept ans et présente un profil idéal de reconversion des ressources accumulées dans le champ international. En introduction à l'entretien, la journaliste souligne d'ailleurs qu'İpek a réussi à concilier carrière exemplaire et vie familiale, réussissant par là-même à se faire un prénom. On retrouve, dans la trajectoire et le discours d'İpek, l'idée que l'acquisition d'un diplôme à l'étranger ne suffit pas à acquérir de réelles compétences à l'international (ce n'est pas « vraiment vivre à l'étranger »).

L'avance des retournants repose sur le prestige croissant des formations et des carrières internationales, qui a été largement relayé, à partir de la seconde moitié des années 1980, par des éditorialistes vedettes se revendiquant d'une éthique kémaliste. Cette avance est un gage de primeur, qui permet de réaffirmer le droit de primauté sur lequel est fondée la légitimité de la grande bourgeoisie turque.

L'ombre de l'entreprise familiale

En Turquie, la troisième génération est un moment clé pour les grandes entreprises familiales de la grande bourgeoisie d'affaires. Les enfants des fondateurs sont les parents des retournants. Le parcours qui consistait à entrer à l'échelon le plus bas de l'entreprise familiale et à monter progressivement dans la hiérarchie en expérimentant les différents postes et en gagnant la confiance des cadres dirigeants de l'entreprise, ne correspond plus aux attentes des retournants. L'accumulation des diplômes et d'une expérience professionnelle internationale à des

38. Kemal Derviş est diplômé de la London School of Economics (BA + MA) et de l'Université de Princeton (PhD). Il fait l'essentiel de sa carrière (1977-2001) à la Banque mondiale, où il a occupé des fonctions de direction. Après avoir occupé le poste de ministre de l'Économie de mars 2001 à août 2002, il est élu député aux élections législatives de novembre 2002. Il revient néanmoins sur son « retour définitif » (*kesin dönüş*) en août 2005, en acceptant le poste d'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le Développement. (Sefa Kaplan, *Kemal Derviş, Bir Kurtarıcı Öyküsü* [Kemal Derviş. Histoire d'un sauveur], Istanbul, Siyahbeyaz, 2001). À noter qu'il s'agit d'un des descendants du grand vizir Halil Hamid Pacha dont la généalogie est étudiée par Olivier Bouquet dans le présent dossier.

39. À noter qu'İsmail Cem avait également poursuivi ses études à l'étranger, dans les années 1960, à l'Université de Lausanne puis à Sciences-Po Paris.

postes de responsabilité les place en position d'intégrer l'entreprise familiale à un échelon supérieur. Ceci tend à modifier l'arrangement entre membres de la famille et managers au sein de l'entreprise familiale. L'entrée dans l'entreprise familiale et la naturalisation des conditions d'accès au pouvoir ne signifient pas pour autant que les conditions de la prise de rôle n'aient pas été discutées ou contestées, ne serait-ce que temporairement, au moment du retour.

Pour Ayça Dinçkök, petite fille de l'un des fondateurs de la TÜSİAD et fille aînée d'un ancien président de l'association, faire sa carrière hors de l'entreprise familiale n'était pas une option. Elle considère que son retour a été trop précoce, jugeant que l'acquisition d'une expérience professionnelle à l'étranger, future dans un domaine différent de ceux du holding familiale, lui aurait permis de s'épanouir et aurait facilité les conditions de son entrée au sein du groupe. Si elle admet avoir dû sacrifier une partie de sa liberté d'action, elle considère avoir conservé sa liberté d'opinion⁴⁰.

Les fondateurs des grands conglomérats familiaux de Turquie ont, pour la plupart, conservé l'essentiel du pouvoir au sein de leur entreprise jusqu'à leur mort. En revanche, ce n'est pas le cas d'une partie de leurs héritiers, qui refusent de mettre leurs propres enfants dans la situation du « *filz infant* »⁴¹. Ainsi, Ferit Şahenk et İzzet Garip représentent la seconde génération de deux grands conglomérats, Doğuş et Alarko, dont les fondateurs sont décédés en 2001. Tous les deux ont rejoint l'entreprise familiale après des études aux États-Unis, et ont accédé à la direction de leur groupe respectif peu avant l'âge de quarante ans, soit après avoir travaillé durant une quinzaine d'années aux côtés de leur père. Il est ainsi intéressant de remarquer que, s'ils s'inscrivent dans la continuité de la dynastie entrepreneuriale voulue par le fondateur, l'expérience de dauphin les a amenés à désirer autre chose pour leurs propres enfants.

Ferit Şahenk, diplômé du *Boston College*, est rentré en Turquie à la fin des années 1980 et a immédiatement intégré le *Doğuş holding*. Durant les années 1990, il passe à nouveau un an aux États-Unis, pour suivre un MBA réservé aux chefs d'entreprise à l'université de Harvard. Au moment du décès de son père Ayhan Şahenk en 2001, Ferit est âgé de 37 ans. Il préside le groupe depuis lors. La holding emploie 66 000 personnes dans les bâtiments et travaux publics, la construction automobile, la banque, les médias, le tourisme, le textile, etc.. Dans cet extrait, tiré d'un entretien accordé à un quotidien, Ferit Şahenk associe son propre destin à celui du groupe dont il a pris la direction, mais il exprime en même temps la volonté de désengager ses enfants de la gestion de le holding⁴² :

Nous devons tous avoir conscience de faire partie d'un arbre. Certaines personnes confondent leur propre ombre avec celle de l'arbre. Si ce groupe n'existait pas je n'existerais pas. Nous avons de la chance. Dès lors, il faut servir les terres qui ont

40. Voir l'entretien en document annexe.

41. Michel Bauer, « De l'*homo economicus* au *pater familias*. Le patron d'entreprise entre le travail, la famille et le marché », dans Martine Segalen (dir.), *Jeux de famille*, Paris, Presses du CNRS, 1991, p. 38.

42. Entretien avec Ferit Şahenk réalisé par Şelale Kadak, « Babamı çok özliyorum », *Sabah Pazar*, 15 juin 2003, p. 10.

nourri cet arbre. Ici, il n'y a pas d'homme d'affaires exceptionnel. Nous avons bu l'eau et respiré l'air de ce pays. Ce qui importe c'est d'être utile. Nous ne sommes en concurrence avec personne, seulement avec nous-mêmes. [...] Sincèrement, j'espère que les générations suivantes auront le luxe de pouvoir se passer de travailler dans le groupe. C'est notamment ce que l'ouverture du capital devrait permettre.

İzzet Garih est le fils aîné d'Üzeyir Garih, cofondateur du holding Alarko, qui fut assassiné par un extrémiste en 2001, à l'âge de 72 ans. Üzeyir Garih et Izhak Alaton, tous deux issus de la communauté juive d'Istanbul, ont débuté dans les affaires en 1954 en tant que fabricants d'appareils de chauffage. Alarko est ensuite progressivement devenue l'une des plus importantes entreprises turques du secteur de l'énergie. Le holding a également diversifié ses activités dans la construction, l'investissement immobilier et le tourisme. C'est notamment grâce à İzzet Garih que la branche construction du groupe s'est développée, durant les vingt dernières années. Né en 1961, İzzet Garih termine le lycée Şişli Terakki en 1978 puis part poursuivre des études à l'université du Michigan (Ann Arbor), où il a obtenu un diplôme d'ingénieur et un mastère en « *construction planning* ». Il s'est attaqué au projet Alkent dès son retour des États-Unis, en 1985 (Alkent a ouvert ses portes en 1991). Il se pose assurément en héritier, mais il peut se targuer d'avoir accéléré avec succès la diversification des activités de l'entreprise familiale.

İzzet Garih a certes fait le choix d'entrer, dès son retour des États-Unis, dans l'entreprise familiale, mais il dit ne pas vouloir nécessairement que ses enfants en fassent autant. « *I want to raise my children so that they will be able to make their own choices* », explique-t-il. Il manifeste clairement la volonté de se dégager de l'influence de son père, qui est paradoxalement devenue plus lourde encore à porter après sa mort, mais sans le remplacer pour autant dans son rôle patriarcal au sein de la famille. Ainsi, il présente avec fierté les diverses encyclopédies internationales du monde des affaires où son nom figure et nous donne deux exemplaires d'un curriculum vitae d'une vingtaine de pages. Mais il tient en même temps sur son père un discours révérencieux et se refuse à prendre sa place :

Je voudrais que mes enfants, c'est-à-dire la troisième génération, se sentent libres, mais qu'ils gardent tout de même leurs parts dans l'entreprise. J'essaie de faire en sorte qu'ils aient confiance en eux. Par exemple je ne veux pas essayer de les empêcher de devenir des citoyens du monde. Je ne suis pas un modèle pour eux comme mon père l'était pour moi. Et je ne suis pas aussi médiatique qu'il l'était. Mon père avait plus de talent que moi, c'était une personne bien plus extraordinaire que je ne le suis. Sur 10, il recevrait un 8 et moi un 5. Alarko ne devrait pas être une terre pour la troisième génération. Je n'aime pas les gens qui ont une approche népotiste.

Sous couvert de ce discours révérencieux, İzzet Garih refuse d'exercer sur ses enfants la même pression que son père a exercée sur lui. Il cite d'ailleurs une statistique donnée par un rapport du bureau de conseil Goldman and Sachs selon lequel 30 % des entreprises familiales turques réussissent à perdurer deux générations, et seulement 3 % atteignent la troisième génération. S'il est resté dans l'ombre de son père jusqu'au décès de celui-ci, İzzet Garih a bénéficié d'une large autonomie, sa spécialisation dans le domaine de la construction lui ayant permis

de développer une nouvelle filiale. Au sein des plus grands conglomérats familiaux de Turquie, les projets de diversification interne ont permis à certains héritiers, en particulier aux cadets, de trouver leur place dans le groupe.

On peut également évoquer le parcours de Begümhan Doğan, benjamine des quatre filles d'Aydın Doğan, président du plus grand groupe de médias de Turquie. Après des études d'économie à la *London School of Economics*, trois années d'expérience professionnelle à New-York et un master à l'université de Stanford, elle s'est installée à Londres où son mari, rencontré à New-York, souhaitait poursuivre sa carrière quelques années de plus, avant de rentrer en Turquie. Ses trois sœurs aînées ayant pris la direction des filiales nationales du groupe, Begümhan a entrepris d'investir, pour le holding, sur le marché international. Elle a ainsi procédé au rachat de la majorité des parts de plusieurs médias en Roumanie et souhaite faire de nouveaux investissements dans d'autres pays de l'est européen⁴³.

De nombreux héritiers d'entreprises familiales, grandes (plus de 500 employés) ou moyennes, ont également élargi les activités de la firme, dans la continuité d'un master très spécialisé (*i. e.* «E-business and Information and Communication Technologies», «Public Relations and Corporation communications», «Luxury Goods and Fashion Industries»⁴⁴), d'une expérience professionnelle internationale dans un domaine d'activité présentant un caractère novateur sur le marché turc (développement durable, *brand management*, etc.), ou en reconvertissant un centre d'intérêt extra-professionnel en projet d'investissement (restauration, tourisme de luxe, médecines alternatives, etc.).

Les nouveaux besoins de l'économie turque et l'internationalisation des grandes entreprises familiales permettent donc aux héritiers retournants de poursuivre la lignée entrepreneuriale, de reconvertir les compétences, de plus en plus spécialisées, acquises durant leurs pérégrinations. Certains fils de fondateurs accordent une plus large autonomie de choix professionnel à leurs propres enfants. Mais, que les pressions familiales soient ou non explicites, la situation du retour implique de renégocier les acquis du voyage initiatique. La prise de rôle implique de faire la part entre les grandeurs associées au champ international et les chaînes de dépendances régissant les modalités de la succession.

Les résultats de ce travail peuvent être regroupés en trois points. Premièrement, les contours d'une grande bourgeoisie turque ont été définis : celle-ci regroupe des familles qui partagent des référents communs d'ancienneté et une même volonté de mobiliser les ressources offertes par le champ international. Deuxièmement, l'évolution récente des stratégies scolaires a pu être expliquée au regard d'un modèle de transmission fonctionnel reposant sur la reconversion des ressources internationales, relayé par l'avènement d'un système scolaire secon-

43. Ayşe Arman, « En küçük Doğan ne iş yapıyor ? », Entretien avec Begümhan Doğan, *Hürriyet*, 4 mars 2007.

44. Les établissements les plus « prestigieux » (cf. classements) et les plus « internationaux » (cf. pourcentages d'étudiants étrangers), tels que l'Université de Columbia, l'Université de New York ou la London School of Economics, proposent plus de cent masters différents, dans des domaines très spécialisés de l'économie, du management ou de la science politique.

daire fondé sur l'enseignement en langue étrangère. Troisièmement, il est apparu que l'internationalisation des formations a provoqué une transformation profonde des conditions de la succession. En Turquie, la dimension internationale des cursus en milieu bourgeois est désormais l'élément central d'un modèle de transmission déterminant l'accès aux formations d'excellence et aux positions les plus sélectives, tant dans le champ international que dans le milieu d'origine.

Un ordre de légitimité transcende les différents milieux bourgeois, mais il est susceptible de remettre en cause le partage des rôles entre générations qui assurait jusqu'alors la primauté de la grande bourgeoisie turque. Ce n'est plus la légitimité morale des patriarches familiaux qui cautionne l'avant-gardisme des héritiers. Ces derniers l'imposent en s'affirmant seuls dépositaires d'une synthèse entre authenticité, émancipation et modernité que les acteurs dépourvus de références internationales ne pourraient au mieux qu'imiter.

La spécificité des héritiers retournants réside dans la capacité économique, culturelle et relationnelle qu'ils ont à créer des marchés dont ils seront à la fois les premiers investisseurs et les premiers consommateurs. Le développement de ces nouveaux marchés est favorisé par la situation actuelle de l'économie turque, qui a cessé d'être uniquement l'usine et l'atelier de confection des économies occidentales. Mais la réussite professionnelle de ces héritiers dépendra surtout de l'entretien du prestige associé à leurs formations et des mécanismes d'interlégitimation d'un réseau de retournants nombreux et influents. Une telle grille de lecture permet de considérer les effets de la globalisation, non plus en tant qu'une force exercée uniquement de l'extérieur, mais du point de vue des transformations culturelles et économiques occasionnées par ceux qui se sont imposés comme médiateurs légitimes.

Documents annexes : entretiens

1/ Can⁴⁵

« Il est rentré dans son pays après avoir travaillé pendant des années à la Banque mondiale, à des postes différents. Sachant qu'il n'y a pas beaucoup de gens comme lui autour de nous, nous l'avons mis sous les projecteurs.

- Pouvez-vous nous parler rapidement de votre expérience à la Banque mondiale ?

J'ai travaillé à la Banque mondiale durant cinq ans, à des postes différents. Après avoir terminé un mastère de gestion à la *Golden Gate University* de San Francisco, j'ai travaillé à la préparation de projets concernant trois zones différentes (Europe, Asie centrale et Moyen-Orient, Afrique du Nord) dans le département de développement social et économique. J'ai ensuite été consultant dans le département d'évaluation des opérations. Je suis ensuite parti à New York pour faire un mastère de relations internationales. Lorsque je suis rentré à Washington, j'ai travaillé à nouveau pour la Banque mondiale, mais au sein d'une organisation dépendant des affaires intérieures, la *Multilateral Investment Guarantee Agency*. Cet organisme s'occupe des assurances sur investissement pour les entreprises souhaitant investir dans des pays en développement.

- Pourquoi veut-on travailler à la Banque mondiale ? Aviez-vous l'intention de devenir le nouveau Kemal Derviş de la Turquie ?

Non, je voulais seulement travailler dans un cadre où je pourrais me former à la direction de projets internationaux et utiliser mes compétences dans le domaine de la finance. [...]

- Y-a-t-il beaucoup de Turcs à la Banque mondiale ?

Il y en a actuellement 70. J'appartiens à la troisième génération. Kemal Derviş appartient à la première. Et il y a des Turcs qui sont installés à l'étranger depuis des années. Eux c'est la seconde génération. [...]

- Que fait quelqu'un qui a la Banque mondiale sur son CV ? Quels sont vos projets ?

Je veux désormais travailler pour le secteur privé. Je veux utiliser les compétences que j'ai acquises dans les domaines de l'analyse économique, de la direction de projets et de la finance, dans un groupe ayant de fortes connexions avec l'étranger. »

2/ İpek

« İpek Cem... Dix talents aux dix doigts⁴⁶

Propriétaire de l'une des premières entreprises du secteur multimédias, co-présidente de l'Association des jeunes dirigeants et hommes d'affaires (GİYAD) et éditorialiste. Et en plus, enceinte de sept mois. Nous avons fait la rencontre, dans sa belle maison

45. Z. Yener, « Can Adamoğlu », *Trendsetter*, n° 25, mai 2004, p. 32.

46. İpek Kigan, « İpek Cem. On parmağında on marifet... », *Hillsider*, n° 27, juin 2002, p. 10.

aux hauts plafonds, de cette femme adorable qui est devenue bien plus que la fille d'Ismail Cem...

İpek Kigan : Quand avez-vous fondé *Netwise* ?

İpek Cem : En 1996, avec mon ancien camarade de classe du *Robert college* Cem Gürel. En fait, j'avais d'abord travaillé dans la finance après un mastère de gestion. C'est en travaillant dans ce secteur que je me suis familiarisée avec Internet.

İ.K. : Vous étiez en Amérique, n'est-ce pas ?

İ.C. : Oui. Et même là-bas, à cette époque, on n'utilisait pas beaucoup Internet. C'était tout nouveau.

İ.K. : Combien d'années avez-vous vécu aux États-Unis ?

İ.C. : En fait, je n'étais partie que pour faire mes études. Et ça, je ne le compte pas comme vraiment vivre à l'étranger, même si vous passez neuf mois de l'année là-bas. Je passais mes étés ici en général. J'ai étudié quatre ans à l'université, j'ai fait deux mastères en trois ans et demi, et puis j'ai travaillé trois ans. Ça fait combien d'années ?

İ.K. : Vous avez travaillé trois ans aux États-Unis au même poste ?

İ.C. : Durant mon mastère, j'ai eu un entretien d'embauche avec une grande banque. Ça concernait les pays en voie de développement, en particulier ceux d'Amérique du Sud. Il s'agissait de financements de plus de cent millions de dollars pour de grands organismes publics ou pour des entreprises. Sur le marché international, nous nous occupions de la gestion des dettes.

İ.K. : Ce travail vous a-t-il vraiment déprimé ? C'est un travail vraiment très lourd.

İ.C. : Mon travail était très fatigant, mais le fait de découvrir de nouveaux endroits, de rencontrer des gens issus d'autres cultures, le fait d'être constamment en mouvement et le désir d'apprendre m'ont permis de supporter cette fatigue. J'ai appris beaucoup de choses. Mais il fallait vraiment trop travailler. Je me demande si je pourrais travailler autant maintenant. Au bout du compte, mon pays me manquait de plus en plus et je suis rentrée. J'ai décidé de quitter le secteur de la finance et de continuer ma vie en tant qu'entrepreneur. »

3/ Ayça : « On m'a jetée à l'eau, j'ai nagé »⁴⁷

Ayça Dinçkök représente la troisième génération de dirigeants du Groupe Akkök. Son père Ömer Dinkök, de peur qu'elle ne rejoigne pas l'entreprise familiale, lui a permis d'intégrer le groupe alors qu'elle venait à peine de terminer ses études. [...] Après avoir terminé ses études aux États-Unis, elle a souhaité faire de nombreuses choses ; étudier d'autres disciplines et faire sa vie en fonction de ses centres d'intérêt. Mais son intérêt pour ces différents domaines a fait peur à sa famille, particulièrement à son père Ömer Dinçkök qui l'a faite revenir à Istanbul et intégrer le holding après la mort du fondateur, son grand-père Raif Dinçkök. Ayça Dinçkök est née en 1973. Elle s'est mariée jeune et a deux enfants. « Si je n'avais pas été si précoce, il m'aurait été difficile de concilier mes responsabilités au sein de la TÛSİAD avec ma vie familiale », explique-t-elle. [...]

47. « Denize attılar, yüzdüm », *Vs. Dergisi* (revue du groupe électroménager Vestel), mai 2003.

I : Lorsque vous étudiez à l'université de Boston, est-ce que vous rêviez d'être à la place que vous occupez aujourd'hui ?

Le véritable entrepreneur de la famille, c'est mon grand-père Raif Bey. Il a fondé le groupe et l'a dirigé jusqu'à sa mort. Durant mes études, il m'a dit un jour « termine et viens, je te construirai une usine ». Mais lorsque je suis revenue, il nous avait quittés. Chacun doit adapter ses attentes à ses compétences. Lorsqu'on atteint une certaine maturité, on doit prétendre à certaines choses. On doit alors demander de diriger un projet, de mener des missions, parce que, lorsqu'on se connaît suffisamment, on sait que l'on peut apporter quelque chose. Moi, j'ai commencé au sein du groupe, au département marketing. Cette première expérience a été très bénéfique, parce que j'ai appris par moi-même. On m'a jetée à l'eau et j'ai nagé.

I : Si vous en aviez eu l'opportunité, auriez-vous aimé acquérir une expérience dans une autre entreprise ?

Moi, je considère que j'aurais dû rejoindre le groupe après avoir travaillé ailleurs. Quand je suis arrivée, je n'avais aucune expérience. J'arrive à peine diplômée, mais je suis la fille des patrons. C'est ainsi que les employés vous regardent et, du coup, vous partez avec un handicap. Ils pensent que vous savez tout dès le départ, ou que vous avez déjà les compétences, alors que ça n'existe pas. On ne devrait pas attendre ça de vous. Étant donné que j'ai étudié aux États-Unis, cela aurait peut-être été mieux que je rentre après avoir travaillé à l'étranger. Je voulais faire des choses différentes, comme étudier l'histoire ou l'architecture. J'aurais pu devenir artiste ou architecte. Mais je n'ai pas eu le choix. Mon père m'a prise par le bras et m'a ramenée ici. Depuis que je suis petite, en fait, j'ai été mise dans le bain. J'accompagnais mon père à l'usine le week-end. [...]